

KANGURA



N°38
et Kangura Magazina

100 FRW

Août 1992

IJWI RIGAMIJE GUKANGURA NO KURENGERA RUBANDA NYAMWINSHI.



Koko abatutsi badusubize ku ngoyi tureba ?

Ibyegera bya Habyarımana bitegereje iki ngo bimubwire ko Kawunda na Ngweso batsinzwe n'ibinyamakuru byigenga ?

Buyoya w'umututsi na Ngeze w'umuhutu imbere y'urukiko hazatsinda nde ?

Le Régime dictatorial de Buyoya vu par l'Amnesty Internatio-nal

Barahinyura & Nsengiyaremye : relations médiatiques.

BIMENSUEL INDEPENDANT
EDITEUR, GISENYI–INFO
REDACTEUR ET DISTRIBUTEUR : GISENYI–INFO
B.P. 19 GISENYI, B.P. 1312 KIGALI

Abonnement annuel : Rwanda : 5.000 FRW
Afrique : 12.000 FRW
Europe – Amérique – Asie : 25.000 FRW
Sur cpte BCR – 14273/14 KIGALI

Tél. 40625 – GISENYI
73586 – KIGALI
FAX : 75408

Le contenu des articles engage l'Auteur et l'Editeur

Tiré sur les presses de l'Imprimerie Nationale du Rwanda

EDITORIAL

BOMBE DE L'EXECUTION EXTRAJUDICIAIRE



Horrible. Oui, c'est le qualificatif qu'il faut à un écrit mis à jour le 28 mai 1992 par l'Amnesty International. Il s'agit donc d'un dossier de plus de 15 pages relatant tueries et autres violations, le théâtre étant de Burundi. l'armée régulière composée des Tutsi est responsable dans ces actes inhumains.

Il y a environ trois mois que nous avons ce dossier dans nos tiroirs. c'était pour nous un document à garder et non publier. Mais comme certains pouvoirs exécutif et judiciaire concernant le Burundi, nous sommes obligés de le publier. peut-être le peuple rwandais et tous les bahutu en particulier trouveront en cela à qui on doit donner raison entre ces pouvoirs et Kangura. Nos sources d'information existent bel et bien et nous croyons toujours que tout article qui paraît dans les colonnes de nos deux revues (Kangura et Kangura Magazine) regorge les intérêts du peuple hutu.

En effet, Kangura n°37 fut une fois de plus bombe dans les milieux politiques burundais, parce que quelques articles de ce numéro défendaient les intérêts des Bahutu. L'affaire continue de façon que le Directeur-Propriétaire de Kangura est déjà traduit en justice. Cependant, les écrits de Kangura ne sont pas aussi tenace que ce qu'écrit l'Amnesty International. L'analyse de ce que vous allez lire porte à croire que les soldats réguliers de "Bashingantahe" reçoivent des ordres du président Buyoya pour massacrer les Bahutu. Le fait qu'il est chef suprême d'Etat-Major c'est suffisant pour tout comprendre.Lisez.

BURUNDI

DEMANDE D'ENQUETE SUR LES RECENTES TUERIES ET AUTRES VIOLATIONS PERPETREES PAR L'ARMEE ET LA GENDARMERIE

1. Introduction

* Un employé d'un pensionnant catholique, blessé, se réfugié entre deux prêtres; il est achevé à la baïonnette par un soldat.

* Etroitement ligotés, les bras attachés derrière le dos, des prisonniers sont tués d'un coup de baïonnette dans la bouche ou d'un coup porté à la tête.

* Six personnes d'une même maisonnée, dont quatre enfants de huit mois à six ans, sont délibérément tuées par des soldats qui jettent une grenade par la porte d'entrée de la maison après l'avoir fouillée.

* Ce sont là quelques-uns des incidents survenus au Burundi fin novembre au courant décembre 1991, lorsque soldats et gendarmes se sont livrés à des centaines d'exécutions extrajudiciaires au lendemain d'une série de violentes attaques menées par les insurgés.

Aucun soldat ou gendarme n'a été appréhendé ni traduit en justice pour l'un quelconque des trois incidents évoqués ci-dessus.

De fait, seuls deux trois soldats semblent avoir été interpellés en tout-pour la "disparition" et le meurtre probable d'un civil, un sur des centaines de personnes délibérément tuées. Aucune enquête digne de ce nom n'a été menée sur les tueries dont l'armée s'est rendue coupable et , par conséquent, aucune mesure n'a été prise pour empêcher la récurrence des exécutions extrajudiciaires à l'avenir. C'est ainsi que perdue au Burundi une tradition établie depuis plus de vingt-cinq ans, tradition de meurtres et de massacres perpétrés par l'armée et la gendarmerie dans la plus parfaite impunité. Aussi Amnesty International, après la visite de ses représentants au Burundi en février 1992, a-t-elle écrit au président Buyoya fin mars 1992 pour l'exhorter à ouvrir une enquête publique et indépendante sur les atteintes aux droits de l'homme signalées dans son pays. L'organisation a tout particulièrement demandé qu'une enquête soit menée sur chacun des trois incidents mentionnés ci-dessus, et repris en détail plus bas, en page 6 à 10. elle a également insisté sur l'urgence qu'il y avait à prendre des mesures pour mettre en terme à la torture - phénomène endémique tout au long de l'année 1992 - et pour établir quel avait été le sort de plusieurs dizaines de personnes ayant "disparu" après leur arrestation en novembre ou décembre 1991.

En avril 1992, Amnesty International n'avait toujours pas reçu de réponse du président Buyoya, mais elle espère encore une réaction de sa part. L'ampleur des massacres perpétrés contre des prisonniers et des civils non armés à la fin de 1991, ainsi que la gravité d'autres atteintes aux droits de l'homme, justifient cependant que l'organisation rende aujourd'hui publics les détails de certains cas récents.

Le gouvernement a reconnu en janvier 1992 que 551 personnes étaient décédés de mort violente en novembre et décembre 1991 mais a catégoriquement nié les exécutions extrajudiciaires dénoncées par les défenseurs des droits de l'homme, et tourné en ridicule une délégation qui, après un voyage au Burundi en décembre 1991, avait signalé que 3 000 personnes avaient été tuées.

Les représentant d'Amnesty International qui se sont rendus au Burundi en février dernier n'ont certes pu établir avec précision le nombre de personnes décédés. Toutefois, il semble probable qu'il dépasse largement celui de 551 admis par le gouvernement. Selon certains sources burundaise indépendantes, environ 1000 civils non armés, pratiquement tous hutu, ont été tués par des membres des forces de sécurité au cours des événements de novembre et décembre 1991. La violence politique et les opérations anti-insurrectionnelles ont déjà fait des milliers de morts par le passé : au moins 5 000 en plus 1988 d'après les chiffres officielles - peut-être plus de 10 000 en réalité - et jusqu'à 10 000 en 1972.

Des centaines de personnes arrêtées pour des raisons politiques fin 1991 sont encore en détention à l'heure actuelle, sans compter une soixantaine d'autres appréhendées avant l'explosion de la violence.

2. Rappel des faits

La crise des droits de l'homme survenue fin 19991 fait suite à un mouvement insurrectionnel qui a débuté le 23 novembre 1991 : ce jour-là, les insurgés ont lancé leurs premières attaques contre des cibles militaires et civiles. Les rebelles étaient pour la plupart des Hutu, groupe ethnique majoritaire du Burundi, les forces armées comptant pour leur part surtout des Tutsi, ethnie minoritaire mais gouvernant le Burundi depuis de nombreuses années.

pendant une semaine après le 23 novembre 1991, les insurgés armés hutu se sont attaqués à des installations, militaires et autres de Bujumbura, la capitale, et des provinces de Bubanza et de Cibitoke, au nord-ouest. la plupart des attaques visaient des membres des forces de sécurité, amis les rebelles ont aussi blessé et tué plusieurs dizaines de civils tutsi non armés, dont des réfugiés rwandais. Les insurgés, munis, semble-il-il, de quelques armes automatiques et de grenades, ainsi que d'armes non militaires telles que gourdins, machettes et lances, ont également pris à partie des Hutu non favorables à leur cause. Selon les autorités, mais aussi d'autres personnes au Burundi, les rebelles appartiendraient au parti d'opposition clandestin connu sous le nom de Parti pour la libération du peuple hutu (PALIPEHUTU). Cependant, d'après les dirigeants exilés du PALIPEHUTU, les membres de leur parti ne sont pas responsables de ces attaques.

Peu après le début des attaques menées par les rebelles, les troupes gouvernementales ont lancé des opérations anti-insurrectionnelles dans deux provinces susmentionnées, ainsi que dans celle de Bujumbura. Elles ont aussi mené des attaques de représailles contre des Hutu soupçonnés, pour la plupart sans preuve, de soutenir les insurgés ou d'avoir des sympathies à leur égard. Bon nombre de Hutu sont tombés sous les balles ou des coups de baïonnette des soldats, victimes d'exécutions extrajudiciaires.

Les membres des forces de sécurité, après être parvenus à repousser les insurgés, ont procédé à un grand nombre d'arrestations. la plupart des personnes appréhendées ont été frappées, certaines étant blessées à coup de baïonnette; des dizaines d'entre elles, dit-on, sont mortes des duites de leurs blessures. Une fois arrêtées, plusieurs personnes ont été si étroitement ligotées, les bras dans le dos, que leurs coudes se joignaient; certaines en sont restées paralysées, d'autres ont été atteintes de gangrène au niveau des bras. les personnes appréhendées ont été emmenées dans des casernes ou des centres de détention de la gendarmerie; c'est principalement là qu'auraient été infligés les mauvais traitements. Bon nombre des personnes arrêtées en relation avec le mouvement insurrectionnel ont été relâchées fin 1991; environ 50 d'entre elles étaient cependant toujours en détention en avril 1992, pour la plupart sans avoir été inculpées ni jugées.

Avant même l'explosion de violence de la fin novembre et du mois de décembre 1991, plusieurs centaines de Hutu des provinces de Cibitoke, Gitega et Muyinga avaient été arrêtés, d'août à novembre 1991 principalement, pour des activités liées au PALIPEHUTU. Beaucoup d'entre eux semblent avoir été appréhendés sur la base de preuves non corroborées, telles des dénonciations émanant de leurs ennemies personnels; Les autorités ont accusés les personnes arrêtées d'avoir participé à un complot de rébellion armée du PALIPEHUTU , ou d'en avoir eu vent. Parmi les personnels appréhendées avant le 23 novembre 1991, une soixantaine étaient toujours en détention en mai 1992. Les autorités avaient déclaré en février 1992 aux représentants d'Amnesty International qu'elles s' étaient bientôt jugées, sans toutefois donner de date précise.

Des représentants d'Organisation s'étaient en effet rendus au Burundi en février 1992 pour y recueillir des informations sur la violations des droits de l'homme survenus en 1992, ainsi que sur la réaction des autorités burundaises à ces dernières. Des responsables gouvernementaux leur ont déclaré que plusieurs soldats avaient déjà été arrêtés en raison de leurs agissements au lendemain des violentes attaques armées déclenchées par les

insurgés le 23 novembre 1991. Amnesty International a aussi été informée que certains commandants d'unités, voire des unités entières, soupçonnés d'atteintes aux droits de l'homme, avaient été déplacés, mais qu'aucune mesure n'avait été prise pour traduire en justice. Un des membres des forces de sécurité désigné par les autorités comme se trouvant en état d'arrestation commandait la brigade de gendarmerie de Gatumba vers la fin de 1991. Il a été arrêté dans le cadre de l'affaire Antoine MUHITIRA, un propriétaire d'autocar hutu qui aurait été tué début décembre 1991. en mai 1992, on ignorait si le commandant avait fait l'objet d'une inculpation précise ou si une date avait été fixée pour son procès.

3. Exécution extrajudiciaires en novembre et décembre 1991

Les rebelles s'en seraient pris à des civils non armées, principalement des Tutsi dont certains réfugiés du Rwanda voisin, et les auraient tués dans les provinces de Cibitoke et de Bubanza. Les exécutions extrajudiciaires les plus nombreuses, perpétrées par les soldats, auraient eu lieu dans le district de Bukinanyana, province de Cibitoke, et dans le secteur de Musanga, à la limite sud de Bujumbura.

Dans les trois cas de meurtres mentionnés dans l'introduction du présent document, Amnesty international a pu conforter certains commentaires obtenu de sources militaires officielles aux informations fournis par des témoins oculaires et des sources non officielles. si l'organisation a choisi d'attirer l'attention des autorités burundaises sur ces trois cas, c'est parce qu'il semble qu'une enquête officielle pourrait disposer de témoignage et autres preuves.

3.1. Meurtres au petit séminaire de Kanyosha

Les 27 novembre 1991, 11 personnes ont été tuées par des membres des troupes gouvernementales au petit séminaire de Kanyosha, pensionnant de l'enseignement secondaire catholique situé dans les faubourgs de Bujumbura. Les représentants d'Amnesty International on pu recueillir à la fois des témoignages oculaires et la version des faits des militaires, obtenue au concours d'une réunion au quartier général de l'armée. Les deux récits sont contradictoires : Une enquête indépendante serait donc nécessaire pour établir ce qui s'est réellement passé.

Les victimes de ces Meurtres sont des ouvriers agricoles employés par le séminaire et qui logeaient dans une annexe située dans les champs, à environ 80 mètres du bâtiments principal. Des insurgés ayant attaqué un camp militaire non loin de là, les soldats ont naturellement cherché à rattraper les rebelles armés. Au quartier général de l'armée, les représentants d'Amnesty International ont été informés que les insurgés tirant sur les soldats qui les poursuivaient s'étaient servis des ouvriers comme de boucliers humains en les plaisants, fortuitement ou de propos délibéré, entre eux et les militaires. Toujours selon la même source, les soldats ne seraient pas parvenus à déloger les rebelles de dernière les ouvriers, ces dernier, pris entre deux feux, auraient été tués.

Les témoins oculaires présentent une version des faits différente. Selon eux, les soldats sont arrivés à la hauteur de l'annexe vers six heures du matin, à la poursuite de leurs agresseurs; en raison des coups de feu à l'extérieur, les ouvriers n'étaient pas encore sortis du bâtiment. les militaires ont alors ordonné aux ouvriers de sortir chez eux, ont contraint certains

d'entre eux à s'agenouiller par terre, puis ont délibérément tué plusieurs ouvriers, tant à l'intérieur du bâtiment qu'à l'extérieur. Nul doute possible, les soldats sont bien entrés dans l'annexe : les impacts de balles tirées depuis l'intérieur du bâtiment qui criblaient le toit en tôle ondulée le prouvent. Dix des 13 ouvriers ont été tués sur le coup. Lorsque les soldats se sont éloignés à la poursuite des rebelles, deux des trois ouvriers survivants, blessés, ont alors tenté de rejoindre le bâtiment principal du séminaire en courant. Les soldats les ont aperçus et ont ouvert le feu, sans toutefois les toucher. Ils ont alors entrepris de fouiller le séminaire pour les retrouver; l'un des deux ouvriers, déjà atteint d'une balle, a été découvert dans le réfectoire des élèves, ou il s'était réfugié entre deux prêtres. En dépit de l'intervention de deux prêtres, qui ont affirmé que cet homme était bien l'un de leurs employés, l'un des soldats a achevé ce dernier à coup de baïonnette. Les circonstances ne laissent aucun doute sur la nature de cet homicide : il s'agit d'une exécution extrajudiciaire, perpétrée contre une victime hors de combat, et que prohibent le droit humanitaire ainsi que les normes internationales relatives aux droits de l'homme.

Les corps de 10 victimes tuées pas balles et de l'homme achevé à coups de baïonnette ont été emporté par les soldats, qui les ont enterrés ou fait disparaître d'une autre manière en secret. En février 1992, les deux survivants n'étaient toujours pas entièrement remis des blessures que leur avaient infligées les militaires.

3. Meurtre de prisonniers à la gendarmerie de Bubanza

Entre la fin novembre et la fin décembre 1991, les dizaines de prisonniers auraient été délibérément tués à la brigade de Bubanza (quartier général et centre de détention de la gendarmerie pour la province de Bubanza, situé dans le Chef-lieu de cette province) Des témoins oculaires ont décrit le sort réservé aux prisonniers : la torture presque systématique, la privation, pour certains, de soins et de nourriture entraînant la mort, les meurtres. la plupart des prisonniers tués l'auraient été à coup de baïonnette, parfois portés dans la bouche. D'autres auraient été battus à mort à coup de gourdin, après avoir été bâillonné. Les haut commandement des forces armées avait pourtant donné des ordres pour que les prisonniers soient bien traités et qu'ils soient tous déférés à la Brigade spéciale de recherche (BSR). Cependant, nombre de prisonniers ont été détenus, interrogés, torturés et tués dans plusieurs camps militaires et brigades de gendarmerie.

C'est ainsi que le 10 décembre 1991, près de Karambira, sur la route de Bubanza, un enseignant du nom de Byibuza aurait été arrêté par les soldat et jeté dans un véhicule où s'entassaient déjà une quinzaine d'autres prisonniers. Ils ont été si étroitement ligotés, les bras derrière le dos, que leurs coudes se touchaient; on les a aussi tabassés. Après leur arrivée à la Brigade de Bubanza, ils ont continué à être frappés. Byubuza serait mort d'un coup qu'un gendarme lui aurait porté au front, à l'aide d'un bout de tuyau, alors qu'il été bâillonnée. Un autre prisonnier nommé Nyantimbona aurait été tué de la même façon. les victimes auraient été bâillonnés pour qu'on ne les entende pas hurler de douleur alors qu'on les tuait.

D'autres prisonniers auraient enterré, dans l'enceinte de la Brigade ou à proximité, les coups de dizaines de personnes ayant été exécutées; Amnesty International ignore toutefois l'identité de la plupart des victimes. Il importe qu'une enquête impartiale soit

menée dans les plus bref délais pour établir combien des prisonniers ont été tués, ainsi que leurs noms; les responsables devraient aussi être identifiés, puis traduits en justice. La commission d'enquête constituée devait également être chargée de définir les mesures préventives qui permettraient d'empêcher la récurrence de tels massacres. Il semble par exemple que l'identité de la plupart des prisonniers n'ait pas été enregistrée à leur arrivée au centre de détention; il se peut donc qu'il n'y ait aucune trace écrite de leur internement. De plus, aucune autorité indépendante n'a rendu visite à ces prisonniers pendant leur détention à la Brigade. Or l'une des raisons pour lesquelles un représentant du ministère public et de membres d'autres organes indépendants doivent visiter régulièrement de tels centres de détention est justement de vérifier le nombre et l'identité des prisonniers, ainsi que leurs conditions de détention, et de veiller à ce qu'ils ne soient pas maltraités. Il est bien évident qu'en période de crise il peut s'avérer difficile de s'assurer que les procédures régulières de détention soient bien respectées. Il n'en est pas moins indispensable qu'il existe et que soient appliquées un minimum de garanties destinées à éviter la torture ou le meurtre de prisonniers.

3.3. Meurtre de plusieurs personnes chez Isidore Ciza, dont ses enfants

C'est début décembre 1991 qu'Amnesty International a pour la première fois attiré l'attention des autorités burundaises sur le meurtre de six membres de la maisonnée d'Isidore Ciza par des soldats de l'armée régulière. Amnesty International est donc préoccupée de constater qu'à ce jour aucune mesure ne semble avoir été prise pour mener une enquête indépendante et impartiale sur ce faits, qui remontent au 26 novembre 1991, ni pour établir des responsables et les traduire en justice.

Selon certaines informations, six militaires circulant à bord d'un véhicule blindé se sont rendus chez Isidore Ciza à Muzinda, à environ 15 kilomètres au nord de Bujumbura, et ont lancé une grenade sur son minibus garé à coté de sa maison. Isidore Ciza été lui-même absent, mais les soldats ont fouillé les bâtiment - à la recherche d'armes, semblent-t-il -, après avoir obligé sept membres de la maisonnées à rester à l'extérieur. Aucune arme n'a été trouvée. Les soldats ont alors ordonné aux membres de la famille de rentres dans la maison, puis y ont jeté une grenade. la première femme d'Isidore Ciza, Maria Mawazo, a été tuée presque sur le coup, de même qu'une domestique, une fillette de six ans, deux garçonnets de quatre et cinq ans et bébé de huit mois. Les soldats seraient ensuite entrés dans la maison et auraient tiré presque à bout partant sur les enfants, pour être sûrs qu'ils soient bien morts. Seule Béatrice Tabu, seconde femme d'Isidore Ciza, a survécu au massacre. Informé de cette tuerie, Isidore Ciza c'est enfui à Bujumbura fin novembre 1991, pour y être finalement arrêté le 9 décembre 1991; il a alors été sauvagement passé à tabac et torturé. tout d'abord détenu à la brigade de la gendarmerie nationale de Bubanza, il a été privé de nourriture et soumis à des mauvais traitements pendant plusieurs jours encore, puis transféré dans la prison de Bubanza. En avril 1992, il était toujours en détention sans jugement. Les autorités militaires ont prétendu, dans le cadre de cette affaire comme dans celle de massacre du séminaire de Kanyosha, que les victimes civiles avaient été prises entre deux feux. Version des faits qui, à l'évidence, ne résiste pas à l'examen.

3.4 Amnesty International demande l'ouverture d'une enquête indépendante et impartiale

Les représentants d'Amnesty International disposent de solides preuves selon lesquelles de nombreux prisonniers ont été délibérément tués par les membres des forces armées sans que ces affaires aient fait l'objet d'aucune enquête indépendante, les corollaire étant que les responsables n'ont pas été traduits en justice. Selon les informations obtenues par les représentants de l'organisation en février 1992, le système qui prévaut actuellement au sein des forces armées en matière d'enquête sur les décès ne permet pas d'établir la vérité. Ce qui, dans les faits, permet à des membres des forces de sécurité de bafouer les droits de l'homme en toute impunité, alors même que leurs agissements tombent sous le coup de la loi burundaise.

Tuer des prisonniers de manière délibérée ou tuer quiconque est hors de combat constitue une grave violation du droit humanitaire ainsi que du p^lus fondamental des droits de l'homme. De tels meurtres ont fait l'objet de tant de condamnation de la part de la communauté internationale qu'en 1989 les nations Unies ont adopté une série de Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions (résolution 1989/65 du Conseil économique et social). Ces principes prévoient notamment qu''"une enquête approfondie et impartiale sera promptement ouverte dans tous les cas où soupçonnera des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires".

Des centaines de décès sont survenus récemment au Burundi qui devraient faire l'objet d'une telle enquête. Amnesty International s'inquiète également d'apprendre que la torture serait une pratique largement répandue dans le pays, de même que d'autres formes de traitement cruel, inhumain ou dégradant, et que les forces de sécurité seraient responsable de dizaines de "disparition" inexpliquées. L'organisation considère que le gouvernement du burundi doit décider de toute urgence, conjointement avec le haut commandement des forces armées et les autorités judiciaires, de l'ouverture d'une enquête exhaustive, indépendante et publique sur les violations des droits de l'homme survenues au lendemain du mouvement insurrectionnel de novembre 1991. Amnesty International estime que, dans chacun des cas cités dans le présent document, il serra possible aux enquêteurs d'interroger des témoins oculaires et d'évaluer de manière indépendante le crédit à apporter à la version des faits présentée jusqu'ici par les forces armées

Il n'est pas impossible bien sûr qu'une enquête publique mette les témoins en danger. De fait, les représentants d'Amnesty International ont entendu parler de personnes à qui leur témoignage sur des violations des droits de l'homme avait valu représailles ou menaces, notamment de la part des soldats. C'est pourquoi l'Organisation exhorté le gouvernement et les autorités responsables de telles enquêtes à prendre de mesures pour garantir la sécurité des témoins.

4. Des nombreuses "disparitions"

Des centaines de personnes, arrêtées en novembre 1991, auraient été exécutées en secret, dans des camps militaires entre autres. Dans beaucoup de cas, il n'y a pas eu de confirmation de témoins oculaires sur le sort des personnes interpellées : ces dernières ont donc "disparu"

Amnesty Internationale s'emploie actuellement à obtenir des autorités des informations sur le sort de plusieurs dizaines de personnes ayant "disparu" après leur arrestation par des membres des forces de sécurité, peu après le 23 novembre. Leurs noms ont déjà été soumis à l'attention des autorités burundaises, mais aucune enquête ne semble avoir été menée à ce jour pour savoir ce que ces personnes étaient devenus. En février 1992, les représentants d'Amnesty International ont exprimé leur inquiétude à des magistrats concernant les "disparitions" signalées; il est alors clairement apparu qu'aucune procédure n'existait pour retrouver des personnes ayant disparu après leur arrestation. L'organisation avait pourtant présenté un, cas du même genre aux autorités burundaises en 1989 et les avaient exhortées à établir une procédure adéquate. En février 1992, aucune enquête officielle n'avait été entreprise sur les "disparitions" signalées; qui plus est , les autorités ne semblaient avoir aucun projet de la sorte. Parmi les dizaines d'affaires dont s'occupe actuellement Amnesty International, les trois cas évoqués ci-dessous sont particulièrement familiers aux Burundais, d'autant que les autorités ont en quelque sorte confirmé que les deux premières personnes dont il est question avaient été placées en garde à vue.

4.1.OBEDI Bambanze et SAïdi Hussein

Peu de temps après les premières attaques lancées par les rebelles le 23 novembre 1991, la télévision burundaise a montra deux hommes - l'un, jeune appelé Obedi Bambanze, l'autre âgé nommé Saïdi Hussein - avouant leur complicité avec les insurgés. Les deux hommes étaient alors en garde à vue. pendant leur séjour au Burundi, les représentants d'*Amnesty International ont demandé à rencontrer les deux hommes; le ministère public et les autorités pénitentiaires leur répondu qu'ils n'étaient pas en détention; il n'indiquait non plus qu'ils eussent été relâchés. Il n'existait apparemment aucune procédure permettant de savoir ce qu' étaient devenus les deux hommes, ou de découvrir par quelle branche des forces de sécurité ils étaient retenus lors de leurs "disparition". L'absence d'une telle procédure a pour effet de conférer impunité à l'unité concernée lorsque les prisonniers meurent ou sont délibérément tués. Les représentants d'Ammesty International ont appris de source non officielle que les deux hommes étaient décédés pendant leur garde à vue. Si cela s'avérait vrai, la probabilité serait forte qu'ils aient été victimes d'une exécution extrajudiciaire.

5. Fréquent recours à la torture; les conditions carcérales dénoncées pour leur dureté

Avant même que les rebelles ne déclenchent leur mouvement insurrectionnel le 23 novembre 1991, la torture était une pratique systématiquement utilisée contre les personnels soupçonnées d'être favorables au PALIPEHUTU; 60 d'entre elles étaient d'ailleurs déjà en détention.

Amnesty International avait reçu des informations tout au long des années 80 concernant des détenus politiques torturés pendant leurs interrogatoires. Les représentants de l'Organisation n'en ont pas moins été horrifiés par les preuves qu'ils ont pu recueillir en février 1992, elles donnent à penser que la torture à l'encontre des suspects gardés à vue par la gendarmerie et systématique et endémique. Ces preuves émanent à la fois de prisonniers toujours en détention et d'autres remis en liberté, et sont corroborées par les cicatrices des personnes ayant été torturées : la plupart portent la marque de cordes ayant pénétré dans les chairs au niveau des

bras et de coup de baïonnette - l'évidence, la baïonnette, fréquemment utilisée pour tuer civils non armés ou prisonniers, et également considérée par les gendarmes comme instrument de torture privilégié.

Pratiquement tous les détenus politiques affirment avoir été frappés lors de leur arrestation et avoir vu d'autres personnes être frappées dans centres de détention de la gendarmerie ou de la Police de sécurité publique PSP), notamment pendant les interrogatoires. Plusieurs formes de torture et de mauvais traitements sont signalées. DE nombreuses victimes ont eu les bras attachés si serrés dans le dos que leurs coudes se rejoignaient et que les cordelettes ou les cordes utilisées pénétraient dans les chairs. Certaines personnes auraient de ce fait été atteintes de gangrène au niveau des bras, d'autres de paralysie, parfois au point de ne peut-être jamais pouvoir retrouver le plein usage de leurs membres. µEn dépit des preuves visibles laissées par cette manière de ligoter les détenus, les responsables militaires ont affirmé aux représentants d'Amnesty International que les soldats n'utilisaient ni cordes ni cordelettes pour maîtriser les prisonniers, mais des menottes. Pendant les interrogatoires, certains détenus auraient été sauvagement frappés sur la plante des pieds, le dos et les mains, et contraints à rester agenouillés très longuement, parfois sur des capsules de bouteille ou des cailloux. Selon les informations recueillies par les représentants d'Amnesty International, les forces de sécurité utilisent baïonnettes, bouts de tuyau, matraques et machettes pour infliger des blessures à leurs prisonniers, dont certains meurent des coups reçus. Les preuves concrètes de la pratique de la torture existent; on ne sache pourtant pas que les autorités aient jamais pris de mesures préventives en ma matière ces dernières années. Il semblerait que les reformes du code de procédure pénale envisagées placent très loin - voire pas du tout - sur leur liste de priorités la protection des détenus contre la torture. La nouvelle Constitution du Burundi, votée par référendum en mars 1992, prohibe certes la torture, mais une enquête publique serait nécessaire pour définir les moyens d'éviter la torture dans les faits.

Les représentants d'Amnesty International ont obtenu des listes sur lesquelles figurent les noms de près de 500 détenus politiques, dont un grand nombre semblent inculpés d'"atteinte à la sûreté d'Etat", infraction passe-partout.

L'Organisation s'inquiète d'avoir appris que les magistrats ordonnent le maintien des détenus politiques dans des cachots jusqu'à la fin des enquêtes, sans aucune limite de temps ne soit imposée pour ces dernières. Dans la plupart des cas, les prisonniers sont enfermés, à quatre, dans des cellules minuscules, de deux mètres sur un mètre cinquante. De telles conditions de détention sont dégradantes et semblent constituer en elles-mêmes une forme de punition. De plus, elles sont susceptibles de se poursuivre pendant une durée indéterminée. Amnesty International demande instamment aux autorités du Burundi de mettre un terme à des conditions de détentions aussi dures, en supprimant la pratique consistant à enfermer les détenus politique non jugés dans des cellules disciplinaires.







COALITION POUR LA DEFENSE DE LA REPUBLIQUE

ITANGAZO RY'IMPUZAMUGAMBI (CDR) SEGISIYO YO MU BUDAGE

Twebwe, Impuzamugambi zo mu Budage twamaganiye kure guverinoma ya NSENGIYAREMYE, iriho mu buryo butemewe muri demokarasi kuko ugushyirwaho kwayo kutaturutse mu byifuzo by'andi mashyaka yemewe mu gihugu kandi nayo afite uburenganzira n'ububasha byuzuye mu gufata ibyemezo birebana n'ubuzima bwa Politiki, imibereho myiza n'ubukungu by'igihugu.

Iyo guverinoma yamaze kujyaho mu buryo bunyuranije n'amategeko agenga Demokarasi yahise yerekana ubushobozi bwayo buke muri politiki, itera akajagari mu nzego zose z'ubutegetsi bw'igihugu, maze aho gushishikazwa n'inyungu za Rubanda-Nyamwinshi yagombye kurwanira, ihitamo kwifatanya n'umwanzi waje agambiriye kurimbura iyo Rubanda, bityo ishingira ibikorwa byayo ku bugambanyi bw'amoko yose, inacunga nabi by'umwihariko umurage wa Revolisiyo ya Rubanda-Nyamwinshi yo muri 59.

Iyo guverinoma yaje ivuga ko ifite umuti wo kurangiza intambara, ariko twarawutegereje amaso ahera mu kirere. Aho kugirango intambara irangire, ahubwo yarushijeho gukara. Ababyeyi b'u rwanda cyane cyane abahutu barahekuwe kandi nanubu bagihekurwa. Yaje itwizeza kuzana amahoro iza noneho itubuza n'agahenge twari twifitiye, ihereye ku ngabo z'u Rwanda arizo zirurwanira buri munsi.

Ibyo byonyine nyamara guverinoma ya NSENGIYAREMYE yasanze atari bibi bihagije!! Nibwo yohereje Minisitiri wayo NGULINZIRA Bonifasi ngo nagende ajye kugura inzira n'INYENZI-INKOTANYI ahitwa Arusha ho muri TANZANIYA. Akigerayo ntiyagerageje byibuze yenda no guciririkanya, we yahise yegurira INYENZI u Rwanda rwose, kugeza naho itangazo ryashojeje iyo ngirwamishyikirano, INYENZI arizo ubwazo zamutegetse ibyo ryanditswemo! N'agahomamunwa!

Nk'uko bigaragara mu myanzuro y'iyo ngirwamishyikirano yabereye Arusha hagati ya guverinoma ya NSENGIYAREMYE n'INYENZI-INKOTANYI, umwanzi uturutse inyuma y'igihugu uza abiba urupfu n'imiborogo mu bana b'u Rwanda yemerewe na Guverinoma ya NSENGIYAREMYE kwinjira muri guverinoma y'inzibacyuho mu gihe amashyaka ali imbere mu gihugu kandi ariyo yemewe n'amategeko atemerewe kwinjira nayo muri iyo guverinoma. Ntibitangaje gusa ahubwo biteye isoni n'agahinda kubona guverinoma ya NSENGIYAREMYE isuzugura ikanasuzuguza Ingabo z'igihugu cyacu izihindura ingabo za guverinoma kandi izo ntwari arizo zarwitangiye kugeza aya magingo aya, zirara rwantambi ngo zikumire umwanzi wa Repubulika na Demokarasi.

Aho gushyigikira Ingabo z'igihugu, guverinoma ya NSENGIYAREMYE yo yashishikajwe no kuzirwanya izigambanira, izica intege buri munsi ndetse inazicamo ibice ngo zibone uko zigaruzwa umuheto n'umwanzi, ikongeraho ko Ingabo z'igihugu ziseswa kugirango iz'INYENZI-NKOTANYI zinjire, noneho umwanzi akunde agere vuba ku ntego ye yo gutsemba imbaga y'abahutu nta nkomyi! Ibyo se twabyita iki koko?

Guverinoma ya NSENGIYAREMYE ntirwanya cyangwa ngo igambanire Ingabo z'igihugu gusa, inagambanira Rubanda-Nyamwinshi ikanayirwanyiriza mu bikorwa byayo no mu byemezo bibuze ubwitonzi n'ugushishoza. Ibyo tubibonera nko muri ririya hindagura ry'abakozi ba Leta n'abo mu bigo bya Leta ritwereka ko abatutsi bamaze kugera kuri 50% kandi bizwi ko umubare wabo mu banyarwanda utarenze 10%. Ni ukuvuga ko abakozi b'abahutu basimbujwe abatutsi, byakubitiraho ko MRND ya kera yari ishyaka rimwe rukumbi yari yarabeguriye 80% by'umutungo w'igihugu, bigatera kwibaza aho noneho Rubanda-Nyamwinshi igizwe n'abahutu 90% isigaye kuko ari umutungo ari n'ubutegetsi byose byeguriwe abatutsi.

AVEC FERMETE:
POUR L'UNITE DE LA MAJORITE DES MASSES POPULAIRES - POUR LA SAUVEGARDE DES ACQUIS DE 1959
POUR LA DEMOCRATIE SOCIALE, PLURALISTE ET REPUBLICAINE



COALITION POUR LA DEFENSE DE LA REPUBLIQUE

Kubera izo mpamvu tuvuze haruguru n'izindi nyinshi tutiriwe turondora kuko amarorerwa y'iyo guverinoma ya NSENGIYAREMYE akabije kuba menshi kandi akaba ageje kure kubi igihugu cyacu dukunda, dusabye mu magambo avunaguye ibi bikurikira:

1. *Guverinoma ya NSENGIYAREMYE igomba guhita ivaho bidatinze igasimburwa n'indi ihuriwemo n'amashyaka atagambanira igihugu n'abaturage bacyo, ishyaka CDR ntiribure muri iyo guverinoma nshya kuko kugeza ubu ariryo shyaka ryagaragaje mu bitekerezo no mu bikorwa byaryo ko rirwanira koko Rubanda-Nyamwinshi kandi rishyigikiye byimazeyo Ingabo z'igihugu cyacu.*

2. *Amashyaka yose yagambaniye igihugu, MDR, PL, na PSD agomba guhezwa ku mugaragaro muri iyo guverinoma nshya.*

3. *Mu mashyaka 5 ari muri guverinoma ya NSENGIYAREMYE harimo amashyaka abiri MRND na PDC kugeza ubu tuzi ko atigeze asinyana amasezerano y'ubugambanyi n'umwanzi udutera. Ntibihagije ko ayo mashyaka abiri n'ubwo atasinyanye n'umwanzi akomeza kuvunira agati mu ryinyo akicecekera nk'aho atabona urwobo ayo yandi atatu ashaka kurohamo Imbaga Nyamwinshi y'abanyarwanda.*
   Niba amashyaka MRND na PDC atemera akagambane MDR, PL na PSD yagiranye n'INYENZI, Niba atifatanije n'ayo atatu tumaze guha akato mu kugambanira Rubanda-Nyamwinshi no mu kugurisha igihugu, agomba noneho gufata icyemezo bidatinze cyo gusohoka ku mugaragaro muri iyo guverinoma, nayo agahita ayamaganira ku mugaragaro bitari mu magambo gusa cyangwa kuvugira mu matamatama, ahubwo mu bikorwa nyabyo kandi bigaragara mu maso ya rubanda.

4. *Perezida wa Repubulika Yuvenali HABYARIMANA ntazahora avuga ko adashyigikiye ubugambanyi bwa guverinoma ya NSENGIYAREMYE ishaka kugurisha igihugu, we ari ntacyo akora. Igihe tugezemo ni igihe gikomeye, igihe cy'ibikorwa bigaragara kandi bitekerejwe mu bwitonzi n'ubuhanga, ibikorwa bigarurira ishema n'icyizere imbaga nyamwinshi y'abanyarwanda bafite impungenge n'imitima ihagaze kubera imikorere mibi by'agahebuzo ya guverinoma ya NSENGIYAREMYE igiye kuroha imbaga.*

   Niba iyo guverinoma iteguye ku bwende bwayo kuko yananiwe akazi ishinzwe, Dusabye Perezida wa Repubulika kugabanya amagambo yongera ibikorwa, ahereye kucyo guhita akoresha ububasha ahabwa n'itegeko-nshinga agahita ahagarika bidatinze iyo ngirwa guverinoma ya NSENGIYAREMYE, kuko amagambo yonyine atabuza INYENZI n'IBYITSO byazo gukomeza umugambi wabyo byamaze gutangira bihereye ku bayoboke b'ishyaka CDR ryiyemeje kurwanira inyungu za Rubanda Nyamwinshi.

5. *Bitewe n'uko kugeza ubu, ntawe utazi ko mu kurwanya u Rwanda, INYENZI zashyigikiwe kandi nanubu zigishyigikiwe ku mugaragaro na Perezida MUSEVENI wa Uganda, dusabye ko u Rwanda rurega ku mugaragaro uwo MUSEVENI mu mutwe w'Abibumbye.*

6. *Dusabye abahutu bose aho bava bakagera, cyane cyane muri iki gihe kurushaho kuba maso kugirango tuzashobore guhangana n'abanzi bacu baduturutse impande zose.*

7. *Dusabye umuhutu aho ari hose, ndetse n'abo bagambanyi bose, kuzirikana ko INYENZI ZIYUBURUYE zikagaruka gutera u Rwanda zariyise INKOTANYI, nta kindi zishaka kitari ubutegetsi. Ziramutse kandi uwo mugambi ziwugezeho ntabwo hazapfa umuhutu w'umukiga gusa, hazapfa umuhutu wese. Byaba byiza rero uwo mwiryane uturimo tugerageje kuwurwanya burundu kuko ariyo ntwaro ikomeye umwanzi akoresha (diviser pour régner!)*

AVEC FERMETE:
POUR L'UNITE DE LA MAJORITE DES MASSES POPULAIRES - POUR LA SAUVEGARDE DES ACQUIS DE 1959
POUR LA DEMOCRATIE SOCIALE, PLURALISTE ET REPUBLICAINE



COALITION POUR LA DEFENSE DE LA REPUBLIQUE

8. *Dusabye kuva ubu ko mu mishyikirano yose yazaba hagati y'INYENZI na GUVERINOMA y'u Rwanda, Ingabo z'igihugu zayihagararirwamo.*

9. *Tumaze kubona ko guverinoma ya NSENGIYAREMYE ikorera umwanzi yafunguye INYENZI zose zafatiwe ku rugamba n'ibyitso byose boshye intambara yararangiye, dusabye ko abahutu bose bari mu buroko nabo bahita bafungurwa kuko ari nta cyaha kirenze gutera igihugu no kukigamba nira.*
Turangije inyandiko yacu tumenyesha abanyarwanda bose ko twababajwe n'abavandimwe bacu b'aba CDR bahohotewe, bakaraswa kuwa 04. 08. 1992 n'icyitso cy'INYENZI na GUVERINOMA YA NSENGIYAREMYE bazira kuba barashatse kugaragaza ko batishimiye ibikorwa by'iriya ngirwa guverinoma ya NSENGIYAREMYE banasaba ifungurwa ry'abahutu basigaye mu buroko mu gihe abatutsi bose barekuwe..

IBYO ARIBYO BYOSE, INYENZI, IBYITSO BYAZO N'ABAGARAGU BAZO BIBUMBIYE MURI GUVERINOMA YA NSENGIYAREMYE, AHO BARI HOSE, AHO BAVA BAKAGERA, BICARE BAZI KO IMPUZAMUGAMBI TURI MASO!

Mw'izina ry'abayoboke ba CDR mu Budage

Perezida wa segisiyo ya CDR mu Budage
Boniface NZAKIZABANDI
Eckenbergstr. 11-13 / 538
4000 ESSEN 13 - RFA
Tél.: 0049 201 - 59 17 55

Bikorewe i Frankfurt, kuwa 08. 08. 1992
Mw'izina rya Perezida wa Segisiyo

Emmanuel Barahinyura

AVEC FERMETE:
POUR L'UNITE DE LA MAJORITE DES MASSES POPULAIRES - POUR LA SAUVEGARDE DES ACQUIS DE 1959
POUR LA DEMOCRATIE SOCIALE, PLURALISTE ET REPUBLICAINE

KANGURA iramenyesa Abrundi bose ko izakorana n'amashyaka yose atavuga rumwe n'ubutegetsi. Ni ukuvuga ko buri shyaka rigamije guhirika ubutegetsi bw'igitugu bwa BUYOYA burangwa mbere na mbere n'ubwicanyi, KANGURA izarikorera ibishobola byose mu rwego rw'itangazamakuru.

Mu gihe itangazamakuru i Burundi ritarahabwa rugari, ubutegetsi bw'ikinyoma nibube bwitegura kwegura

AMARASO Y'ABAHUTU K'UMUTWE WA BUYOYA

Baza ibisobanurao by'ijambo Buyoya mu kinyamakuru. Hari umuntu winjiye muri politiki uri buhite ubona. Byaba bifitanye isano n'ihuzagurika rimuranga ? Ndakeka ko igisubizo ari yego.

Mu by'ukuri, mu gihe cyose ashatse kwiyenza k'u Rwanda ashyira imbere ikinyamakuru KANGURA. Ubugome n'ubugambanyi yagiriye igihugu cy'imisozi igihumbi agishimuriza inkotanyi, azi neza uko bungana. Bityo agahora ashaka amayeri yo kubupfukirana ngo hatagira ubukomozaho. Nyamara ubwo bhugome bwabaye kimomo uretse ko Abanyarwanda ari renzaho, cyane cyane abategetsi babo.

Kangura ntiyahwemye kumwumvisha ko itangazamakuru iyo rimaza kwigenga, rysanzura nta mupaka mu mategeko arigenga. Harya ngo yababajwe n'uko azashikirizwa "Sentare" (ubucamanza) kandi ari perezida ! Yabase yaratokojwe n'inyandiko "Akahise gategura akazaza" Cyangwa iyitwa " MDR na UPRONA ni isanga n'ingoyi" ziherutse gusohoka muri Kangura n°37 ! Kuba ari perezida nta we ubihakana. Ariko n,a Micombero yari we. Ndetse na Bagaza. Ntibaciriwe imanza se ? Amakosa ya BAgaza hari uwavugako yayakoreye muri Kanada ubwo yahirikwaga yari yagiye mu nama y'ibihugu bikoresha ururimi rw'igifaransa ? Oya yari yarayakoze mbere yaho. Ariko byabaye ngombwa ko abanza guhirikwa kugira ngo amakosa ashyirwe ahagaragara. Iyo ngeso yakunze kugaragara mu bihugu byinshi by'Afurika. Buri wese muri iki gihe cya politiki y'amashyaka menshi asanga igikwiye ari ukubwira nyir'ubwite amakosa ye agihari. Ni nz bwo bugabo rwose.

Kangura n°37 yasohotse hasigaye iminisi mike ngo inama ya iherutse ya CEPGL iteranire ku Gisenyi. Ngo yaramubabaje. Umuntu wese arakara igihe ashakiye no kwishimpa bikaba uko. Bityo, biragaragara ko ari uwo mwanya yari abonye, kandi akaba ari uburenganzira bwe adashobora kuvutswa mu gihugu kigendera ku mategeko.

Umuntu arakara igihe ashakiye. Ni byo koko. None ko atarakaye ubwo Amnessty International ifite ibiro byayo bikurur mu Bwongereza yatangazaga yise "Burundi" Demande d'enquête sur les récentes tueries et eutres violations perpétrés par l'armée et la gendarmerie yo ku wa 28 gicurassei 1992. Muri iyo nyandiko hari aho bavuga ngo bwiganje mu Burundi, baba barishwe mu buryo bunyuranye n'amategeko n'ingabo z'igihugu cy'u Burundi mbere y'uko imidugararo yo mu gushyingo 1991 yatura. Abagize izo ngabo hafi ya bose ni abatutsi, ubwoko "nyakamwe" ariko akaba ari bwo bwiganje mu rwego rwa politiki.

Ingabo Amnesty International ishinja ubwicanyi ziyoborwa na Buyoya. Kubera ko ariwe mugaba mukuru w'ingabo , birasaobanutse neza ko ariwe uzigaba mu bahutu ngo zisenye nako zitsembe. Iyo mpamvu ihamye ishobora kuba yaratumye yanga ko hakorwa iperereza kuri ayo marorerwa nk'uk nyine yari yabisabwe na Amnesty International. Ibyashyizwe ahagaragara n'iryo shyirahamwe ryita k'uburenganzira bw'ikiremwa muntu biteye ikimwaro n'agahinda. birenze kure ukuri kudohoye Kangura yandika kuri Buyoya n'ubutegetsi bwe. Turibaza rero niba yarikoreye iyo nyandiko akajya kuyerekana mu bwongereza nk'uko muri ya nama ya CEPGL iherutse kubera ku Gisenyi yaje yikoreye Kangura n°37 aje kuyereka Perezida HABYARIMANA. Nguko rero ukuntu arakara iyo yabishatse.

Mu gihe twandika iyi nimero, NGEZE Hassan yararezwe. Ku tariki ya 20 kamena ni bwo yabajijwe na HARELIMANA Stanislas. Ategereje ko Perezida wa Repubulika ashyiraho urukiko ruburanisha abahungabanya umutekano w'igihugu kugira ngo aburane. Ibimsenyetso by'ibyo twandika k'u Burundi byaratanzwe.

Hagati aho, ubwo twatangaza ko na n'ubu bigikomeza na, Minsitiri w'Intebe NSENGIYAREMYE Disimasi na Minisitiri w'Ubutabera MBONAMPEKA banyarukiye i Burundi bajya kubeshya bagenzi babo ko Kangura bayifunze. Kuva yongeye gukora, ikinyoma cyabo cyahise gihabwa umwanya ku gasongero. None kugira ngo bitware nez imbere ya Buyoya bafite umugambi wo gufunga abanyamakuru ba Kangura. Ibyo tubifata nk'ubugambanyi. Kubera ko iperereza ku iyicwa ry'abahutu b'i Burundi niriramuka ryemerewe kubaho, tudashidikanya abazarikora batazabura kwaka ibisobanuro k'ubutegetsi bw'u Rwanda, dutewe impungenge n'uko abo bategetsi bazahakanaé ko batabonye imirambo amagana ingabo za Buyoya zasunikiye mu Kanyaru, ikarohorwa n'Abanyarwanda, akaba aribo bayishyingura hakurikijwe ukubaha ikiremwa muntu.

Muri make, icyaranze Abaperezida bose b'i Burundi ni ubwicanyi. Igihindu ni amayeri yo kubikora. Micombero yitwaje intero ngo "uzo mpusha sinzamuhusha". Bagaza yitwaza amadini naho Buyoya we yaje yitwikiriye "ubumwe bw'abarundi." Nyamara ibyo umwe arega undi amaze kumuhirika, ni byo ahindukira agashyira mu bikorwa. Kubera iyo mpsamvu, twongeye gusaba ko Perezida buyoya yashyikirizwa ubucamanza maze akanyozwa amaraso y'abahutu amuri ku mutwe.

NYABYENDA Issa

KOKO ABATUTSI BONGEREE BADUTEGEKE
BADUSUBIZE KU NGOYI TUREBA

Bahutu, bahutukazi, mwaba mu Rwanda cyangwa se hirya y'inkiko ni mwe mubwirwa. Niba mutarabibonye, abaasokuru n'abasokuruza barabibabwiye : ingoma ntutsi ntikiza umuhutu, iramwica. Abazi gusoma mwongere mwiyibutse ukuntu umuhutu yabaye ku ngoyi y'ubutegetsi kuva ibinyejana icumi. Abandi mubarrirze ibibera mu bihugu bitegekwa n'abatutsi.

Muribuka ko abahutu b'abanyarwanda bamaze kugera ahaga ari bwo bumvise lo bashobora kuva mu buretwa, bakivugana ingoma ya gitutsi muri 1989. Ariko habaye ah'abagabo !! None nta na kimwe cya kabiri cy'ikinyejana kirashira, abahutu bihaye gukubita umugono kandi abatutsi barahiye guhinga bagitsimbaraye kuri cya gitekerezo ko bagomba kunyunyuza imitsi y'abahutu.

Muhutukazi, Muhutu, aho uri hose, ariko turavuga cyane woxe ujijutse, wowe wize, wowe ufite umwanya mu butegetsi, wowe uri muri guverinoma, ntabwo ubona ko ya ngompa ya gitutsi ikwugarije ? Koko abatutsi baturyane amafaranga duceceke ? Bayaguremo imbunda zo kuturimbura maze tuvuge ngo "ni byo ko badutera"! Hanyuma twongere tubareke badukubitane imyanya 50 % (reba itangazo rya CDR ryo ku wxa 21 nyakanga 1992) kandi batarenz 10 %? ! Mbega ino guverinoma ya D. NSENGIYAREMYE !!

None se muhutu, muhutukazi, noneho turavuga cyane cyane wowe ugihagarariye ku muyaga ngo uri umukozi wa Leta, ko ejobundi iyo ngirwa-guverinoma ya D. NSENGIYAREMYE yemeranije na za nyenzi-tutsi kuza muri guverinoma, bakaba bazabinonosora mu ntangiriro z'ukwezi kwa munani, urabona izo nyenzi niziyigeramo abatutsi bazaba bangahe mu bakozi ba Leta ? Baza ijana ku ijana kuko bazaba baguhiritse. Wibuke kandi ko bo batababarira: ntabwo bazakwaka umwanya wawe gusa ! Bazakuniga, wowe n'abagukomokaho bose ! Ese aho ntugira ngo umunsi badusubije ku ngoyi, bazahera kuri rubanda-rugufi ? Ashwi da, ni wowe uzaca akagozi ! Nyamara, utekereje neza warenganura imbaga nyamwinshi kandi nawe wirengera. Ingitangaje rero, ni ukubona hari abahutu bafasha abatutsi kurwanya ishyaka CDR koko babivuze ukuri "urujya kwica imbwa ruyiziba amazuru"

Ni yo mpamvu, muhutu, muhutukazi, wowe ugifite aho uvugira, tugusabye gushyigikira ku mugaragaro CDR n'ingufu zawe zose. Ni ryo shyaka rivuga ukuri kw'ibibazo by'u Rwanda. Wisinzira, dore umwanzi arikukwiba umugono. Tabara vuba, dore ageze muri kimwe cya kabiri mu bakozi bakuru ba Leta

Abanyeshuri b'abayoke ba CDR bo mu Bubiligi

C/O Docteur NDANGIZA Aphrodis
Rue Haute 65/302
1348 Louvain-La Neuve

Kubera ko kangura ikomeje kuzitirwa n'ibibazo by'amafaranga, noneho iragurisha izina KANGURA- MAGAZINE. Abifuza kuyigura batwoherereze ibyifuzo byabo kuri adresse isanzwe. Amafaranga azavamo ni yo azatunga agura isanzwe. Ntihagire Abahutu batwumva abi ni ukubera ibibazo namwe muzi

Ubwanditsi

LETTRE OUVERTE AU GOUVERNEMENT NSENGIYAREMYE

Shyirambere J. Barahinyura
Licencié es Sciences Economiques et Politiques
Ecrivain

Friedberger Anlage 3a
6000 Frankfurt / Main 1
Rép. Féd. d'Allemagne

LETTRE OUVERTE AU GOUVERNEMET NSENGIYAREMYE

Excellence Monsieur le Premier Ministre,
Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres,

Qu'il me soit permis, Excellence Monsieur le Premier Ministre, Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres, en tant que rwandais, d'émettre mes préoccupations sur la situation d'insécurité et d'incertitude totale qui prévaut actuellement dans notre pays. Le Gouvernement de transition dont vous êtes Chef et/ou Membres vient de durer un peu plus de trois mois. Pourtant, contrairement à ses promesses, le peuple rwandais n'a toujours pas la paix à laquelle il aspire depuis le 1er octobre 1990, bien au contraire. La paix a reculé encore beaucoup plus loin et le risque d'une guerre civile opposant Hutu et Tutsi devient de plus en plus une menace réelle. Etes-vous prêts, Excellence Monsieur le Premier Ministre, Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres, à en assumer la responsabilité?

Excellence Monsieur le Premier Ministre, Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres, aussi bien dans mes déclarations antérieures sur la guerre imposée au Rwanda par le Président ougandais, Yoweri MUSEVENI et ses acolytes les terroristes INYENZI RAJEUNIS alias FPR-INKOTANYI, que dans ma lettre ouverte à "tous les partis politiques rwandais" et dans mon message "à tous ceux qui se réclament de la majorité populaire" tel que repris dans le Journal Ijambo N° 35 du 31 janvier 1992, dans mon livre consacré exceptionnellement à ce sujet, je n'ai jamais cessé de souligner - en tant qu'ancien Membre du Comité Exécutif du FPR - le caractère anti-démocratique en général et anti-pluraliste en particulier de celui-ci. Je n'ai rien laissé pour prévenir tous mes compatriotes en général et ceux se réclamant de la majorité des masses populaires en particulier du danger qui les guête s'ils ne parviennent pas à renforcer leur unité et de créer un bloc contre l'ennemi venu et soutenu de l'extérieur, les INYENZI RAJEUNIS alias FPR-INKOTANYI. Bien d'autres compatriotes ont, longtemps avant moi émis leurs préoccupations dans le même sens, mais hélàs, je constate aujourd'hui que mise en considération le comportement de votre gouvernement, les préoccupations exprimées semblent avoir été complètement ignorées.

Excellence Monsieur le Premier Ministre, dans votre Interview en tant que Premier Ministre tel que repris dans le "Journal Kangura" N°35, p. 7, vous reconnaissiez vous-mêmes "l'insatiabilité des Tutsi" quant en ce qui concerne leur avidité de pouvoir et leur conseilliez "d'abandoner leur ambition de vouloir gouverner seuls le Rwanda" [...] et invitiez "tous les Tutsi partout où ils sont d'accepter le jeu et la règle démocratique tel qu'ils sont" [...] étant donné que "...les places qu'ils occupent dans toutes les échelons socio-économiques et politiques du pays devraient leur suffir amplement." Vous reconnaissiez, Excellence Monsieur le Premier Ministre et à juste titre le fait que: «Les hutu donc ne peuvent en aucun cas accepter ni tolérer une telle situation surtout qu'ils sont conscients du sort qui serait le leur en cas où les Tutsi remporteraient la totalité du pouvoir au Rwanda» et affirmiez en guise de conclusion que: «Ce n'est pas la minorité qui doit gouverner la majorité.» Je n'ai pas de doute, Excellence Monsieur le Premier Ministre, qu'avec ces déclarations vous jouissiez du soutien de beaucoup de ceux-là dont les

«Il faut prendre parti. La neutralité favorise l'oppresseur, jamais la victime. Le silence encourage le persécuteur, jamais le persécutés.
cfr. Elie Wiesel in: «Mission au Rwanda» par Guy Logiest, Didier Hatier, Bruxelles 1988

- 2 -

intérêts sont menacés aujourd'hui, ceux qui se réclament de la majorité des masses populaires, ces Hutu convaincus et mordus pour leur cause.

Et pourtant, Excellence Monsieur le Premier Ministre, entre votre interview accordé au Journal Kangura et votre discours prononcé à Kibuye, les actes de haute trahison contre le Rwanda se sont suivis l'un après l'autre. On dirait qu'une compétition en trahison contre le peuple rwandais serait en cours entre votre parti (MDR) et votre Ministre des Affaires Etrangères, M. Boniface NGULINZIRA (MDR). Ce dernier a trahi au plus haut degré non seulement le Gouvernement Rwandais dont il est membre, mais aussi et surtout le peuple rwandais dont il est sensé représenter les intérêts lorsqu'il déclara aux antennes de Radio Rwanda que notre pays abriterait et serait entrain d'entrainer les Membres du PALIPEHUTU et de les préparer pour attaquer le Burundi voisin. Vous avez pourtant fait, comme si rien ne s'était passé, comme si ce Monsieur Boniface NGULINZIRA aurait raison!

C'est ainsi que sous le manteau de négocier la paix, une délégation composée de votre parti MDR (MM. Thadée BAGARAGAZA et Faustin TWAGIRAMUNGU), du parti PSD (MM. Théoneste GAFARANGA et Thomas KABEJA, du parti PL (M. Justin MUGENZI et Mme Vénantie KABAGENI) - on dirait que le MDR aurait voulu manifester sa grandeur en trahison, ce qu'il a d'ailleurs dans l'entretemps brillament réussi - prit l'avion et se dépêcha pour Bruxelles où elle s'était fixée un rendez-vous avec son maître les INYENZI RAJEUNIS alias FPR-INKOTANYI représentés par MM. Alexis KANYARENGWE et Pasteur BIZIMUNGU. Le cynisme dans tout cela ne consiste pas au fait que les partis rwandais soient venus rencontrer le FPR, il réside pourtant dans le caractère mais aussi et surtout dans les résultats de cette drôle de rencontre! Le MDR reconnut ouvertement et solennellement, par le fameux "Communiqué conjoint entre les partis démocratiques pour le changement" avoir collaboré depuis toujours avec l'ennemi du Rwanda (FPR) en des termes suivants: «La guerre actuelle menée par le FPR contre le système dictatorial MRND et contre les abus qu'il a causés, doit céder le pas à une lutte politique commune par ailleurs engagée déjà par les partis - notamment MDR, PL, PSD et le FPR. Le show était complet, la trahison était parfaite, le pays était d'ores et déjà vendu! Comme si le Rwanda n'avait pas de gouvernement, votre parti MDR, Excellence Monsieur le Premier Ministre, sous le patronnage du PL, a manoeuvré le Rwanda dans le piège de l'ennemi FPR, qui selon MM. Thadée BAGARAGAZA et Faustin TWAGIRAMUNGU, Membres du Comité Directeur du MDR serait plus ami qu'ennemi. Quel cynisme!

Ainsi vous déclariez à Kibuye, suite à cet acte de haute trahison, pour sauver la face de votre parti qui, suite à cette maladresse monumentale dans l'histoire du Rwanda, perd considérablement ses membres «...Nous n'acceptons pas le travail dans l'hypocrisie. Nous n'acceptons pas non plus que notre interlocuteur nous trompe. C'est pourquoi je rappelle aux gens du FPR que le moment est arrivé de déposez leurs armes afin qu'ils nous rejoignent à la table des négociations. Là, nous chercherons ensemble la solution aux problèmes politiques qui sont à la base de la guerre actuelle. Il est illusoir de croire qu'ils pourront un jour vaincre le Rwanda et en faire leur proie. Imaginez-vous que le Rwanda compte sept millions d'habitants et qu'on peut compter de ces sept millions, un million de jeunes gens décidés. Qui vaincra tous ces jeunes gens le jour où ils iront sur le champ de bataille...?»

Pourtant, vous avez dû retirer ce que vous aviez déclaré solennellement dans votre discours prononcé à Kibuye, suite à la déclaration du 23 juin 1992 de vos alliés, les INYENZI RAJEUNIS alias FPR-INKOTANYI réunis à Bruxelles! De tous ceux que vous déclarez, Excellence Monsieur le Premier Ministre, en quoi peut-on croire, en quoi peut-on ne pas croire car ce que

«Il faut prendre parti. La neutralité favorise l'oppresseur, jamais la victime. Le silence encourage le persécuteur, jamais le persécutés.
cfr. Elie Wiesel in: «Mission au Rwanda» par Guy Logiest, Didier Hatier, Bruxelles 1988

- 3 -

vous déclarez aujourd'hui contredit clairement ce que vous avez déclaré la veille, tandis que ce que vous déclarez aujourd'hui sera sûrement contredit par ce que vous déclarerez demain! Les «exploits» de votre gouvernement étant innombrables, Excellence Monsieur le Premier Ministre, je voudrais me limiter rien que sur les plus spéctaculaires.

Acte de haute trahison

Votre gouvernement, Excellence Monsieur le Premier Ministre, a manifesté pour la première fois son acte de trahison lorsque vous supprimiez les laissez-passer sur toute l'étendue du territoire national. Avec cet acte, vous avez facilité sciemment l'infiltration des éléments de l'ennemi dans notre pays.

Comme si vous n'aviez rien d'autre à faire, vous vous êtes amusés à déclarer votre projet de démobiliser les Forces Armées Rwandaises d'une part et d'intégrer les combattants des INYENZI RAJEUNIS alias FPR-INKOTANYI dans les Forces Armées Rwandaises d'autre part. Seuls savez et pouvez expliquer à l'opinion comment vous êtes arrivés à cette "brillante" idée. Les Forces Armées Rwandaises sont, nonobstant quelques dérapages, restées vigilantes, heureusement! Sinon, la catastrophe serait totale aujourd'hui. Elles ont malgré votre discours tenu le coup et se sont réorganisées pour faire face à l'ennemi!

Mais Hélàs! Ces idées, issues de votre déclaration sont devenues le leitmotiv des soi-disantes négociations aussi bien à Paris qu'à Arusha en Tanzanie. Je dis bien les soi-disantes négociations, car des négociations en bonne et du forme n'ont pas eu lieu à Arusha, Excellence Monsieur le Premier Ministre!

Dans un discours de dix pages, votre Ministre, M. Boniface NGULINZIRA a offert sur un plateau d'or tout le Rwanda aux INYENZI. Ces derniers n'avaient plus besoin que de se servir bon qui leur semblaient. Ce discours de votre Ministre NGULINZIRA, Excellence Monsieur le Premier Ministre, ne diffère qu'en peu de choses sinon en rien du tout du soi-disant programme politique du FPR. Je vous fais remarquer ce fait en tant qu'ancien Membre du Comité Exécutif du FPR. Il est juste le développement des fameux huit points du programme politique du FPR! Mais cela n'étant plus étonnant, je préfère aborder le sujet concernant le résultat de ces «négociations»:

Monsieur Boniface NGULINZIRA (MDR) trouve que: «Le problème des réfugiés rwandais qui est au centre de cette guerre aurait pu trouver une solution juste, raisonnable et

satisfaisante si, depuis 1968, date à laquelle cassèrent définitivement les attaques armées des
réfugiés, il avait bénéficié d'une approche réaliste et constructive.» Pourtant, Monsieur Boniface
NGULINZIRA met volontiers à côté les appels divers lancés en 1963 et en 1964 aux réfugiés par
feu Président Grégoire KAYIBANDA, fondateur du MDR-PARMEHUTU dont Monsieur NGULI-
NZIRA et vous-même Excellence Monsieur le Premier Ministre, vous n'avez surtout pas hônte
de vous réclamer! Monsieur NGULINZIRA ignore volontiers les démarches de la deuxième
République en collaboration avec le HCR et l'Uganda pour arriver à une solution politique de ce
problème! Je pense qu'en ce qui concerne les démarches de la deuxième République, le
témoignage de M. E. KATEGAYA, Premier Vice-Premier Ministre de l'Uganda, dans sa décla-
ration du 3 octobre 1990 ne peut être mis en doute. Ainsi, a-t-il déclaré: «I would like to repeat
the position of the Movement and Government to that all along we have been working with the
Rwandese Government to find the a political solution to the huge population of Rwandese
refugees who have stayed in this country for over30 years. The last meeting which was held in
Kigali from 27th-31st July 1990, had come up with promissing ways of solving this outstanding
political problem.» Vous voyez donc, Excellence Monsieur le Premier Ministre, que afin de plaire

«Il faut prendre parti. La neutralité favorise l'oppresseur, jamais la victime. Le silence encourage le persécuteur, jamais le persécuté».
cfr. Elie Wiesel In: «Mission au Rwanda» par Guy Logiest, Didier Hatier, Bruxelles 1988

- 4 -

aux INYENZI, peut-être, votre Ministre des Affaires Etrangères a dû mentir et dénigrer le pays
dont il aurait dû représenter les intérêts! Ne mérite-t-il pas, Excellence Monsieur le Premier
Ministre, le qualificatif de traître? Et puis, l'on peut se demander, qui selon ce dernier sont ces
réfugiés? En tout cas pas les combattants du FPR puisque ceux-ci étant membres de l'Armée
ugandaise, ils ont été naturalisés et sont citoyens ugandais à part entière. Par conséquent,
compte tenu de ce fait, ils ne peuvent plus se réclamer du statut de réfugié. Par ailleurs, la loi en
vigueur au Rwanda n'acceptant nullement la double nationalité, les terroristes INYENZI
RAJEUNIS alias FPR-INKOTANYI ne peuvent être considérés que comme étrangers. D'où la
négation absolue de la fusion de leur armée et les FAR, la loi militaire rwandaise régissant le
recrutement ne tolérant pas d'autres nationalités en dehors de la nationalité rwandaise au sein
des Forces Armées Rwandaises.

Le champion-traitre, M. Boniface NGULINZIRA, continue dans son oratoire en
disant: «Considérant que la réalisation **de l'unité nationale et de la réconciliation nationale**
constitue la base d'une paix juste et durable, le Gouvernement Rwandais oeuvrera à ce que les
Rwandais de l'intérieur comme ceux de l'extérieur se sentent unis et solidaires dans un même
destin et soient traités de la même façon.» Excellence Monsieur le Premier Ministre, après
lecture de cette phrase, une question ou quelques questions s'imposent à savoir si votre
Ministre a si vite oublié que "l'unité nationale" a été longtemps le slogan du MRND depuis 1975
et que cette politique peut à juste titre être citée à la base de la guerre actuelle qui ravage le
Rwanda? Comment peut-on chercher l'unité avec celui qui ne cherche que dominer et imposer
sa loi? Comment peut-on chercher à se réconcilier avec celui qui ne pense qu'à la vengeance?
Si les Tutsi ont nié ouvertement et clairement l'existance des quelconques liens fraternels entre
eux et les Hutu (cfr. Déclaration faite à Nyanza le 17 mai 1958 par 12 Abagaragu b'ibwami in:
«Rwanda Politique» de NKUNDABAGENZI Fidèle, p. 35-36), si récemment le Major Paul
KAGAME, vrai Chef des INYENZI RAJEUNIS alias FPR-INKOTANYI a déclaré: « Tutsi et Hutu
peuvent vivre au Rwanda sans forcément être amis. Ce qui les lie c'est l'intérêt commun, c'est-
à-dire le pays.» (cfr. Major Paul KAGAME, in: «LIBRE BELGIQUE» juin 1991. Interview récueillie
par Marie-France CROS). Ainsi donc, que votre gouvernement puisse encore croire en cette
illusoire unité nationale au Rwanda, cela m'est incompréhensible. Je me demande ici, Excellen-
ce Monsieur le Premier Ministre, si votre gouvernement sait souvent ce qu'il déclare et à qui il
le déclare! N'aurait-il pas par hasard confondu les masses populaires rwandaises à un troupeau
de bovins dans une ferme qui, en dehors de leur bouffe n'attend rien d'autre? Non! Excellence
Monsieur le Premier Ministre, Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres, moi je crois
profondément en la sagesse du peuple rwandais et suis convaincu, que celui-ci se défendra le
moment venu.

Excellence Monsieur le Premier Ministre, Excellences Mesdames et Messieurs les
Ministres, n'avez-vous pas encore compris que l'unité ne peut nullement être atteinte par
commande? N'avez-vous pas toujours compris l'origine de la guerre serbo-croate en cours en
ancienne Yougoslavie? N'avez-vous toujours pas compris l'origine de la décomposition de l'ex
URSS? Voulez-vous commettre les mêmes erreurs que les créateurs des anciennes URSS et
Yougaslavie?

Monsieur NGULINZIRA en est finalement arrivé là à promettre au FPR la dissolu-
tion des Forces Armées Rwandaises au profit de la création d'une "Nouvelle Armée Rwandaise"
issue des anciens INYENZI et anciens des Forces Armées Rwandaises. Il est bien sûr clair que
dans de telles conditions, tout se fairait selon les règles des INYENZI. Cela ne veut dire, ni une
fusion des deux armées, ni l'intégration des combattants INYENZI dans les Forces Armées
Rwandaises, mais bel et bien l'instauration de l'armée des terroristes INYENZI au Rwanda

«Il faut prendre parti. La neutralité favorise l'oppresseur, jamais la victime. Le silence encourage le persécuteur, jamais le persécuté».
cfr. Elie Wiesel In: «Mission au Rwanda» par Guy Logiest, Didier Hatier, Bruxelles 1988

- 5 -

comme une nouvelle armée régulière rwandaise au dépriment - bien-entendu - des Forces
Armées Rwandaises. Il s'agirait en réalité d'une liquidation pure et simple des Forces Armées
Rwandaises pour une instauration d'une nouvelle branche de la NRA de MUSEVENI au
Rwanda. Ainsi donc, rien qu'avec ce fait, les Tutsi auraient atteint, mine de rien leur objectif qu'a
été, est et sera toujours la réinstauration du pouvoir Tutsi au Rwanda. Car une fois que les
Forces Armées Rwandaises seront inéxistantes, le reste s'arrangerait! Monsieur NGULINZIRA
a également regagné le Rwanda après avoir promis aux INYENZI leur participation au gouver-
nement de transition à base élargie!

Excellence Monsieur le Premier Ministre, dans votre interview ci-avant citée, vous
avez déclaré: «Mon gouvernement évitera toute chose qui pourrait provoquer des divisions
ethniques. Nous ne serons pas comme les dirigeants de la première République qui se sont
montrés fort incapables de trouver une solution aux déchiréments entre les Rwandais [...] Je
voudrais vous dire encore une autre chose: c'est que moi, je ne voudrai jamais rester collé en
ma place. Le jour où je constaterai qu'il ne m'est plus possible de gouverner, ce jour-là, je
remettrai ma soutane à celui qui me l'a donnée. Je ne serai jamais comme NSANZIMANA qui
voulait à tout prix se coller au pouvoir, malgré qu'il savait bien que cela n'était pas possible. Ma
formation universitaire, la richesse que je viens d'atteindre - même si elle encore petite - et ma
force physique sont si suffisantes que je n'ai même pas rêvé un jour de me maintenir à tort et
à travers au pouvoir. Je me garderais de devenir l'instrument de qui que ce soit.» Ou en êtes-
vous avec la remise de votre soutane?
Ainsi, mise en considérations vos propres déclarations Excellence Monsieur le Premier
Ministre, mise en considération le bilan extrêmement négatif de trois mois de votre gouverne-
ment, force est de constater et de confirmer l'incapacité de mener le peuple rwandais à la paix
à laquelle il aspire depuis bientôt deux ans de guerre.

C'est pourquoi, Excellence Monsieur le Premier Ministre, Excellence Mesdames
et Messieurs les Ministres, je me permets de résumer l'échec de votre gouvernement en des
points suivants:

- au lieu d'amener la paix, votre gouvernement a plutôt renforcé la guerre
- il s'est montré défavorable aux intérêts de la majorité des masses populaires
- il a trahi le peuple rwandais et vendu le Rwanda
- il s'est fort montré incompétent

En conséquence, Excellences, qu'il me soit permis d'émettre mes revendications qui se
résument en ces quelques points suivants:

- Puisque, suite au dictat du FPR tous les INYENZI et leurs pions prisonniers ont été relachés
sans conditions, il est de mon droit de réclamer à mon tour les mêmes droits à tous les pri-
sonniers Hutu. Comme les prisonniers Tutsi, il faut que les Hutu aussi soient inconditionnel-
lement et anticipativement libérés,
- La question de la participation des INYENZI au nouveau gouvernement ne se pose pas pour
moi, car je demande dès lors au gouvernement NSENGIYAREMYE de déclarer les soi-disan-
tes négociations qui ont eu lieu à Arusha de nul et non avenu.
- Une démission anticipative de l'ensemble de votre gouvernement s'avère urgente et néces-
saire pour ainsi rendre la formation d'un nouveau gouvernement à base élargie capable de
mener le Rwanda aux éléctions législatives et présidentielles.
Les partis dont on connait la trahison contre le peuple rwandais, ceux-là qui déclarent pu-
bliquement être amis de l'ennemi du pays le MDR, PL, PSD ne devraient pas avoir accès à ce

«Il faut prendre parti. La neutralité favorise l'oppresseur, jamais la victime. Le silence encourage le persécuteur, jamais le persécuté».
cfr. Elie Wiesel In: «Mission au Rwanda» par Guy Logiest, Didier Hatier, Bruxelles 1988

- 6 -

nouveau gouvernement tant qu'ils n'auront pas demandé pardon au peuple rwandais qu'
ils ont trahi!
- Il est connu de tous que le gouvernement NSEGIYAREMYE est composé de 5 partis en plus
des trois partis MDR, PL et PSD qui se sont distingués en violence et en trahison.
Si les deux autres, le MRND et le PDC ne sont pas dans le même coup que les trois partis pré-
cédents, je les conseillerais de quitter le Gouvernement NSENGIYAREMYE afin de le forcer
à rennoncer à sa chaine de trahison contre les masses populaires rwandaises. Dans le cas
contraire, ils courent, eux aussi, le risque d'être mis dans le même sac que le MDR, PL et PSD.
- A Son Excellence Monsieur le Président de la République, je voudrais rappeler qu'il ne suffit
plus seulement de se dissolidariser des actes de trahison du gouvernement NSENGIYARE-
MYE. Je lui demande en conséquence d'user des pouvoirs que lui donne la Constitution
de la République Rwandaise, Art. 44, Alinéa 1 qui précise que le Président de la République
«**Nomme le Premier Ministre et met fin à ses fonctions**. Sur proposition du Premier Minis-
tre, il nomme les autres membres du Gouvernement et met fin à leurs fonctions.»
Son Excellence Monsieur le Président de la République sait comme tout le monde combien
ce gouvernement a trahi le pays. Il n'ignore sans doute pas le fait que beaucoup de fonction-
naires expérimentés ont dû perdre leurs places à cause de leur appartenance à un tel ou tel
parti qui n'est pas celui de leurs nouveaux patrons. Il ne peut quand même pas ignorer les
conséquences fâcheuses que cela provoque dans l'administration centrale si Monsieur XY
doit quitter prématurément son poste après 23 ans d'expérience et être remplacé par un
novice en la matière, tout simplement, parce qu'il pense autrement que son nouveau patron!
Il n'ignore pas non plus que suite à ce soi-disant assainissement de l'administration centrale,
dans ce laps de temps, la participation des Tutsi dans l'administration centrale est montée
de ± 9,9% à un peu plus de 50%. Si donc ceci s'ajoute sur le fait que 80% du commerce na-
tional est dans leurs mains quel rôle jouent encore les Hutu dans leur pays?
Le Président de la République doit donc stopper le gouvernement NGENGIYAREMYE si ce-
lui-ci ne veut pas vider les lieux. Il devrait stopper ce fléau car il en a l'instrument. Sinon, le fait
d'avoir un instrument pour réagir et ne pas réagir, n'est pas moins un acte de trahison ou de
complicité à la trahison! Il ne faudrait donc pas que le Président de la République attende trop
longtemps pour réagir, car il se fairait lui-même complice de ceux qui sont entrain de trahir et
de vendre le pays!

Veuillez agréer, Excellence Monsieur le Premier Ministre, Excellences Mesdames et Mes-
sieurs les Ministres, l'expression de ma très haute considération.

Fait à Francfort, le 07 août 1992

Shyirambere J. BARAHINYURA

«Il faut prendre parti. La neutralité favorise l'oppresseur, jamais la victime. Le silence encourage le persécuteur, jamais le persécuté».
cfr. Elie Wiesel In: «Mission au Rwanda» par Guy Logiest, Didier Hatier, Bruxelles 1988

SAKWE, SAKWE ? SOMA ! ARUSHA HAZAVAYO IKI ?

NTAWAMENYA, TUBIHANZE AMASO !!

Tumaze iminsi dukurikira kuri Radio-Rwanda, noneho itariki ya yindi yitwaga iya MRND, ibivugirwa muri za mitngi ndetse no mu biganiro bamwe bagiye bagirana n'abanyamaakuru. Ibyo byose biri mu rwego rwo kuvuga icyo abantu batekereza kuri iriya mishyikirana yabereye ARUSHA, bamwe badatinya kwita iy'umuntu wagiye kwigurira inzira. Niba rero NGURINZIRA yaragize ibyo akora bikajyana n'izina se ymuhaye, ibyo dukwiye kubyumva. Ikindi dukwiye kumva uretse ukwirengagiza kwa bamwe, Minisitiri w'ububanyi n'Amahanga yagiye atumwe ne guverinoma, kandi atahuka iyo guverinoma ntacyo yigeza imutonganyaho mubyo yavugiye Arusha. Dukwiye kumuha maahoro rero, ahubwo tukibaza kuri guverinoma ya Dogiteri NSENGIYAREMYE Dismas utakiyobora inka, ahubwo asigaye ayobora abantu, abesnhi bakaba ba Dogiteri nkawe.

Ku byerekeye imishikirano yatangiye, ikaba igomba gukomeza, rwose, abanya politike bacu ko batakomeza kujijisha rubanda. Nawe, perefe wa Butare arikora agateranya inama y'abakora mu mujyi wa Butare, abanshi bakaba batanavuka i Butare hanyuma agategeka umunyamakuru kuvuga ko abaturage ba Butare bashyigikiye ibi n'ibi. Bwa butegetsi bwa Muvoma Iharanira Amajyambere ntaho bwagiye. Agatsiko kabagize amshyaka atanu karaterana kohereza NGURINZIRA Arusha ngo agiye kuvugira abanyarwanda ... ibyo byose biragaragaza ko tukiri muri cya gihe cya MRND ya HABIMANA Bonaventure ! Birabaje kubona baributse kubaza abaturagae ari uko bimaze kugaragara ko nta cyo bashoboye. Aha ndibaza niba byose bitarazambye igihe guverinoma ya muganga w'amatungo, Nyiricyubahiro NSEGNIRAMYE igiriyeho ikaba yararanzwe na demokarasi nkeya cyane rugikubita. Byose byazambye MRND, MDR, PSD, PL, na PDC baheza andi mashyaka nka PDI, CDR, PECO, RTD, PADER n'andi muri guverinoma. Nyamara nubwo ariya mashyaka yitwa nako yiyita amashyaka andi akitwa udushyaka, bimaze kugaragara ko ibitekerezo byubaka bidashobora gushakirwa ku bwinshi bwa ba "MAYIBOBO" birirwa mu mihanda bambaye ibiranga amashyaka yabahaha icyo nita "Corruption morale". Umunsi bariya bantu babuze ruswa bakomeza guhabwa, ndibaza uko ibintu bizamera. Hakunze kuvugwa amacenga yaranze imishyikirano ya guverinoma na FPR inyenzi-nkontanyi. Ayo macenga ntiyabura mu gihe abagize guverinoma ya NSENGIYAREMYE ubwabo bacengana. Dore kimwe nabonye kigaragaza ayo macenga, NSENGIYAREMYE ati "ngabo z'u Rwanda murabe maso, imishyikirano si ukuvuga kuva mu birindiro byacu. Yamenye ko dufite urubyiruko ruhagije, kandi nibyo, abarwanirira ubusugire bw'igihugu ntibabuze, uretse ko habuze abanyapolitiki babunganira." NSENGIYAREMYE kuvuga ko abantu 500 000 badakwiye gutera ikibazo, umwihanduza cumu Mugenzi Yusitini, amtakotanyi agiye gusandaza inda ati " ingabo z'u Rwanda ntizikirate ngo zaratsinze, nta byabindi byo kuvuga ngo shyira intwaro hasi uze ... Ngaho namwe mwibaze. Aba bagabo bombi kandi ngo bahuriye muri ya ngirwa-mashyaka igambiriye guhirika HABYARIMANA. Ibyo bakabikora bacengana ubwabo ari nako bashaka gucengana na MRND muri guverinoma. Ubwo se murumva Museveni n'inyenzi ze ntacyo wabeshya inyeshyamba nka Museveni wanze guhemukira ubwoko bwe ? Ese abanyapolitiki bacu baribuka ko Museveni azindukira u Rwanda yababwiye ko yaje ari BALINGA !! Abazi guseka barasetse, ariko umuhime yararivuze. Aha ndibaza impamvu perezida HABYARIMANA yageze muri Nijeriya, Abuja agatnga ikirego arega Museveni wamushumurije bamwe mu basilikali be, yagera mu Rwanda, byose bigahinduka. Ibitekerezo byose bikaba byarazimye, yewe byasigaye ku kibuga cy'indege muri Nijeriya. Abazi iby'ubucamanza bazi uko biganda iyo umuntu yatnze ikirego ntagikurikirane. Ubwo ba Katabarwa bamugiriye inama yo kuba abyihoreye da ! Rwose Perezida HABYARIMANA amenye ko bibabaje cyane, ahubwa binagayitse. Kubona

IBIKURIKIRA PAGE 18

mu rwanda hari abanyapolitiki tumaze kubona ko ari benshi, dukomeza kumva ko ingirwa ngabo za FPR ari ingabo z'abanyarwanda baba muri Uganda birababaje. Akomeje gushigikira inkotnyi baduha urugero rwo muri Angola. Abo ni ba bandi bigira ba bamenya bakaba birengagiza ibintu nkana. Ndatanga urugero rutaruhije kumva rwose. Tuvuge abasirikari bagiye muri BN HUYE baramutse bivumbuye bakagana iya Akagera abasirikari bagize ibindi bigo babyemerera ubutegetsi bw'i Kigali baterana bakab Haramutse habaye ah'imishyikirano ndetse bakagera aho kuvuga ingabo, ibyo birumvikana rwose kuko n'ubundi baba barigeze gutahiriza umugozi umwe. Ndumva ibyo ntaho bihuriye n'ibibera mu Rwanda ubu, BAriya batutsi ntabwo nshidikanya ko ari abanyarwanda dushobora kwibagirwa ko bigeze kugira imyitozo ya gisirikari ndetse bakanatwicira, icyo nasaba n'uko abategetsi bacu batakwirengagiza ko iyo impunzi yafashe intwaroiba yataye uburenganzira bwayo. Niba dushaka kubasubiza uburenganzira bwabo bw'impunzi, bazatahuke rwose Museveni abashimire akazi bamukoreye. Ariko batahuka, bagira, bazatahe uko bagiye, ahasigaye baze babeho nkatwe, abashoboye kujya mu gisirikari biyandikishe nkatwe, abshoboye kujya mu gisirikari bakore ikizamini, ndetse bo bazaba biyibutsa ibyo bazi ahasigaye batuze duturane. Gusa ndashsaka kwibutsa abanyapolitiki bacu ko niba bataturyarya barashaka kutugezaho inzozi zabo. Iringaniza mu ngabo rigomba kubaho cyane uhereye ku bwoko. Uturere batureka bareke ubwoko gusa. Abanyapolitiki bacu rero bari bakwiye kumenya ko ntacyo barushaé ababiligi mu kuringaniza mu moko mu nzego zose z'igihu. Rwose nibareke kumva ko tugomba kubahiriza inzozi zabo. HABYARIMANA yarose abanyarwanda bunze ubumwe, bwarakeye arabidutoza imyaka 17 irarangira icyo byaje kubyara ntawe utkireba keretse NSENGIYAREMYE nawe warose mu Randa hatakivugwa ubwoko ubwo aribwo bwose uretse ubw'abanyarwanda. Mbega abagabo ! ! Ndabubaha rwose ariko bari bakwiye kureka kwirengagiza ibintu, ariko cyane bakirinda kwivuguruza buri gihe. Aho bigeze ndahamya ko ejo hazaza h'u Rwanda hareba HABYARIMANA na NSENGIYAREMYE. Bari bakwiye kwicara hamwe bakumvikana ibyo bapfa bakaba babishyize iruhande, bakazirikana ko bombi bugarijwe n'inyeshyamba Museveni. Kuba rero Museveni yaremeye gufat abasirikri be , intwaro ze, n'ibindi n'ibindi akohereza mu Rwanda, bamenye ko atazava kwizima atari yagera ku cyo yagambiriye. Umuti rero ni ukumurega agahabwa akato rwose, bityo mu Rwanda tukishingana. Abahagarariye MDR, abo ni ba TWAGIRAMUNGU bumvikanye na FPR ya KANYARENGWE (uretse ko ntemera ko uwo munyarwanda ayobora FPR, keretse niba umusatsi yari ategereje ari imvi zameze) ko

bahuriye kuri kimwe, kurwanya HABYARIMANA na MRND !! Ndabaza NSENGIYAREMYE rero : ko FPR ari Museveni, aho Minisitiri w'Intebe ntiyaba yaribagiwe imibanire ya Museveni na HABYARIMANA.

Mu gushaka guhina amagambo rero, ndashaka kubwira HABYARIMANA na NSENGIYAREMYE ko bakumvikana bakabanza bagashyiraho guverinoma yaguye kurushaho baba bamaze kubigera imishyikirani bazagirana na FPR yose MUSEVENI ntakayiburemo. Iyo GOM bavuga ikaba igomba kugenzura umutekano, bamenye ko ushaka amahoro ategura intambara. Gushaka intwaro za ngombwa no gutoza abasirikari biri mu byihutirwa. Intambara ishobora gukora mu minsi iri imbere. Abumvise Radio kuwa kane ninjoro, bumvise icyifuzo cy'umunyamakuru ukotanira bene wabo Inkotanyi ngo FPR nihagarika kwigwizaho intwaro, na Leta y'u Rwanda izabihagarike. Ese murumva inzira itakiri ndende ? FPR se yabaye igihugu ku buryo yakwigerenya na Leta y'u Rwanda ? Ejo hazaza, ha-aba hateye amatsiko n'agahinda rwose ku byerekeye itangazamakuru mu Rwanda, itegeko rirengera Perezida Buyoya w'u Burndi, hari hakwiye kujyaho n'irndi ribuza kwandagaza Perizida HABYARIMANA. N'uwaba amurwanya, agomba kumwubahira kuba ari Perezida wacu, w'igihugu cyacy. Ntibibe nka Byabindi by'abashimishijwe nuko BUYOYA yasuzuguye BIZIMUNGU C. ntibumve ko ari HABYARIMANA wasuzuguwe, kuko ukubise imbwa aba ashaka shebuja. Ibyanditwe kuri Buyoya mu Rwanda rero ntaho bitaniye n'ibyanditswe na wa muryango uharanira ikiremwa-muntu. Ngez nafugwa bazibuke na babandi bakoresha ijambo IKINANI uko babyumva, bitabaye ibyo nta gihugu kiruta ikindi, cycane ugereranije n'u Burundi n'u Rwanda nkuko nta Perezida usumba undi iyo ugereranyije Buyoya na Habyarimana. Twirinde guhakwa, ahubwo niba mu Burundi nta "Liberté d'opinion". Uhagarariye u Burundi mu Rwannnda azakore ibyamuzanye ndumva abategetsi dufite bahagije ntitwakwemera reroe ko abarundi baza kutuvugira. Niyooo Indépendaaa ! ! ! Bimaze kugaragara ko abanyarwanda bakomeza guhunga ukuri. HABYARIMANA armutse atsinzwe yatsindwa n'ibintu bitatu. Nkuko byagaragaye kuwahoze ari umukuru wa Zambiya umukambwe KAUNDA, bikongera kugaragara ku wari umukuru wa Kongo SASU-NGWESO. Abo bose nta kindi cya batsinze usibye ko batabwirwaga n'abajyanama babo aha ibintu bigeze. Urugero rwa hafi n'uko amashyaka yose avuka yihatira gushinga ibinyamakuru byinshi byigenga bivuga ayo mashyaka yabyo, maze umuturage utarahumeka nez agahora abwirwa ibibi byakozwe n'umukuru w'igihugu n'ishyaka rye maze hakabura ibinyamakuru byavuga ibyagezho. Ni uko mu gihe cy'amatora, abaturage bakaba bazi ibibi gusa byakozwe n'umukuru w'igihugu ubwo akaba arhiritswe, azira abajyanama be bamugira inama yo gushinga mw'ibanga ibinyamakuru byinshi byavuga ibyagezweho. Aha twibukiranye ko ibinyamakuru byo mu ruhando rwa mashyaka menshi agitangira, imbere y'umusomyi aba ari nk'uburozi. Ngaho mwibaze ubwo burozi bwose umusomyi aba yaratamitswe akabura kirutsa. Ubwo rero kirutswa yabuze, dutegereje igihe sakindi izabyara ikindi. Mu gihe twateguraga iyi nimero, turamenyesha ko mu biro bya Perezida wa Repubulika harimo abakandida bane bazahatanira umwanya mu gihe byemejwe ko inkotanyi zinzizwa muri guverinoma.

Abo kakandida ni aba :

1.	BUCYANA Martin	CDR
2.	TWAGIRAMUNGU Faustin	MDR
3.	MBONAMPEKA Stanislas	PL
4.	NGANGA Félicien	PSD

Ubwo hasigaye ubushishozi bwa Perezida n'ububasha bwe kugira ngo yemeze umwe muri aba bagabo wayobora guverinoma ihuriweho n'inyenzi. Ubutaha tuzababwira ikindi gishobora kuba cyatsinda HABYARIMANA

Kangura

KANGURA

Comité de Rédaction

NGEZE Hassan : Directeur-Propriétaire-Rédacteur en Chef
NYABYENDA Issa: Rédacteur en Chef Adjoint et Grand journaliste

Journalistes

NDEKEZI Bonaparte
HITIMANA Noël
HAKIZIMANA Joël : Journaliste et Secrétaire de Rédaction

Distribution, vente et marketing

BARANYERETSE Moustapha

Correspondants

MIRASANO Célestin
SIMBIZI Stanislas
SIBOMANA Nabantu

Tirage

Voir Imprimerie Nationale du Rwanda